

ASSEMBLÉE NATIONALE

23 février 2023

RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES LIÉES À LA CONSTRUCTION DE
NOUVELLES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES ET AU FONCTIONNEMENT DES
INSTALLATIONS EXISTANTES - (N° 762)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT****N ° CE163**

présenté par

Mme Cousin, M. de Fournas, Mme Sabatini, M. Meizonnet, M. Tivoli, M. de Lépinau,
Mme Menache, M. Lopez-Liguori, Mme Florence Goulet, Mme Grangier et Mme Laporte

ARTICLE 13

Compléter cet article par les trois alinéas suivants :

« II.(nouveau) – L'article 200 du code général des impôts est ainsi modifié :

« a) Le b du 1 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu est exclu pour les dons aux associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion sur les sites industriels sensibles de type établissements nucléaires, sites industriels classés Seveso ou d'actes de violence vis-à-vis de professionnels. » ;

« b) Le premier alinéa du 5 est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Les associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion sur les sites industriels sensibles de type établissements nucléaires, sites industriels classés Seveso ou d'actes de violence vis-à-vis de professionnels, ne peuvent délivrer les pièces justificatives susmentionnées. L'absence de respect de cette interdiction entraîne l'application de l'amende mentionnée à l'article 1740 A. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis de nombreuses années, les intrusions chocs de la part d'associations se sont multipliées au sein de sites industriels sensibles type établissements nucléaires, sites industriels classés Seveso.

Or, il se trouve qu'elles sont financées en grande partie par des dons et bénéficient par conséquent de la réduction d'impôt prévue par l'article 200 du code général des impôts.

C'est pourquoi, le présent amendement vise à exclure du bénéfice de la réduction d'impôt de l'article 200 du code général des impôts les dons aux associations dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion et/ou de violence vis à vis des professionnels de la viande. Il propose

en outre d'interdire à ces mêmes associations de délivrer des reçus fiscaux, nécessaires pour permettre aux contribuables de bénéficier de la réduction d'impôt.